



**Syndicat Unitaire des Personnels
des Administrations Parisiennes**

6 rue Pierre Ginier 75018 Paris / tél. : 01 44 70 12 80 / mail : syndicat.supap-fsu@paris.fr

LA FSU TERRITORIALE PARIS

Nous faire travailler plus, bloquer nos salaires Si on ne l'arrête pas, il ne s'arrêtera pas

Avec le passage aux 1 607 heures annuelles l'an dernier près de 1,5 million de fonctionnaires territoriaux ont **perdu des jours de congés**.

Avec le gel du point d'indice et l'explosion de l'inflation **la perte de pouvoir d'achat s'accélère** pour les fonctionnaires. Comme pour le passage aux 64 ans (et à la durée de cotisation de 43 ans), Emmanuel Macron veut nous obliger à **travailler toujours plus pour des revenus en baisse** (salaires, pensions).

Pour satisfaire le MEDEF, le gouvernement multiplie aussi les dispositifs de travail sous-payé et parfois même quasi gratuit.

Il y a désormais 1 million d'apprenti.es, des salarié.es dont les employeurs perçoivent 6 000 euros de prime à l'embauche et sont quasi totalement exonérés de cotisations sociales, des salarié.es payé.es bien en dessous du SMIC : la 1^e année 377 euros nets pour un.e jeune de moins de 18 ans, 740 euros nets pour un.e jeune de 21 à 25 ans.

Avec la réforme des lycées professionnels Emmanuel Macron invente une rémunération encore plus faible que celles des apprenti.es. Le nombre de semaines d'enseignement en lycée va encore baisser au profit de la présence en entreprise (moins 1 200 heures de cours par élève avec les réformes passées). Dès la rentrée prochaine 650 000 élèves devraient travailler plus en entreprise et être rémunérés entre 50 et 100 euros par semaine, 10 à 20 euros par jour ! La carte des filières est brutalement changée avec la volonté de répondre aux "secteurs en tension", ceux désertés par les salarié.es au vu des conditions de travail et de rémunération catastrophiques. Il s'agit bien d'obliger les élèves à travailler dans les secteurs les plus pénibles et les moins bien rémunérés.

Et ce n'est pas terminé ! Le gouvernement veut obliger les personnes au RSA (moins de 600 euros par mois) à travailler jusqu'à 20 heures par semaine. Une nouvelle méthode pour obliger toujours plus de monde à travailler pour moins que le SMIC.

Tous ces dispositifs répondent au même objectif : faire baisser le "cout du travail" pour les patrons, mettre la pression à la baisse sur tous les salaires.

Et ça marche ! Les salaires stagnent alors que les prix...et les profits explosent.

Les bénéfices des grandes entreprises françaises se portent très bien : 20 milliards d'euros (+ 28%) en 2022 pour Total Energie (dont plusieurs ministres sont actionnaires).

De l'autre côté, de plus en plus de salarié.es (fonctionnaires compris) n'y arrivent plus et sont obligé.es de sauter des repas, de recourir à l'aide alimentaire ou même de voler de la nourriture.

Il faut d'urgence augmenter le SMIC, les salaires, les pensions et les minima sociaux, il faut d'urgence dégeler le point d'indice.

Des salaires augmentés ce sont de cotisations supplémentaires pour les caisses de retraites, pour augmenter les pensions et baisser l'âge de départ !

**Contre la réforme des retraites, pour l'augmentation immédiate des salaires et des pensions
Tous.tes dans la rue le mardi 6 juin et les jours suivants à l'appel de l'Intersyndicale nationale !**